



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire autorisant la société NOVACARB à utiliser, pour son usine de La Madeleine à Laneuveville-devant-Nancy, de l'ammoniac anhydre jusqu'au 31 décembre 2025**

N° 2024-0112  
AIOT N° 0006200307

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2010-101 du 27 juillet 2010 autorisant la société NOVACARB à poursuivre l'exploitation de ses installations de fabrication de carbonate de sodium à Laneuveville-devant-Nancy pour une capacité annuelle maximale de 600 000 tonnes de carbonate de sodium, modifié notamment par l'arrêté préfectoral 2015-0889 du 10 juillet 2017 ;

**Vu** le courrier du 27 octobre 2023, par lequel l'exploitant transmet au préfet une note référencée SPE 2023154 du 25 octobre 2023 en information préalable pour l'utilisation de solution ammoniacale en remplacement de l'ammoniac anhydre et de sortie du statut SEVESO ;

**Vu** l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est dans le rapport référencé AML/NW/2486\_2023 en date du 12 février 2024 ;

**Vu** le projet du présent arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 5 avril 2024 pour observations éventuelles ;

**Vu** la réponse de l'exploitant adressée au préfet par lettre du 25 avril 2024 ;

**Considérant** que les modifications des conditions d'exploitation, objet de la note d'information préalable mentionnée ci-dessus, portées par la société NOVACARB à la connaissance du préfet de Meurthe-et-Moselle par courrier en date du 27 octobre 2023 nécessitent d'être complétées ;

**Considérant** que la société NOVACARB s'est engagée à ne plus utiliser l'ammoniac anhydre sur son site à compter du 31 décembre 2025 ;

**Considérant** qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) sur ce texte, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement,

dans la mesure où les modifications non substantielles précitées n'induisent pas de dangers et inconvénients supplémentaires, ni n'abrogent de dispositions réglementaires s'appliquant aux installations ;

**Considérant** que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société NOVACARB, dont le siège social est situé 34 rue Gilbert Bize - La Madeleine - à Laneuveville-devant-Nancy (54410), est autorisée à utiliser dans le cadre de son procédé de fabrication du carbonate et bicarbonate de sodium de l'ammoniac anhydre jusqu'au **31 décembre 2025**.

L'exploitant procédera à la mise à jour de l'étude des dangers du site et la transmettra à l'inspection des installations classées avant le **1<sup>er</sup> juin 2025**.

### **Article 2 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 20038 - 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

### **Article 3 : Exécution de l'arrêté et information des tiers**

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société NOVACARB

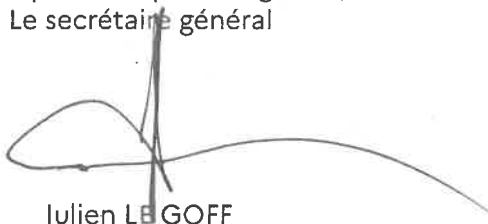
et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Laneuveville-devant-Nancy

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de quatre mois en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy, le **03 JUIN 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large loop followed by a horizontal stroke and a vertical line, representing the name Julien LEGOFF.

Julien LEGOFF

